

**OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
ET RURAL DE CORSE**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
Du vendredi 2 décembre 2022**

132^{ème} Séance

Rapport relatif à la constitution de provisions pour litiges et contentieux

La constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire. Son champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des Collectivités Territoriales.

Les provisions pour risques sont destinées à couvrir les risques identifiés inhérents à l'activité du service. Le compte de racine 1511 enregistre les provisions destinées à couvrir la sortie de ressources probable résultant des litiges (dommages et intérêts, indemnités, frais de procès). Cette provision doit être constituée, dès que le risque est identifié, et dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre le service, à hauteur du montant estimé par le service de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru.

Elle est maintenue, et ajustée si nécessaire, jusqu'à ce que le jugement soit devenu définitif.

Elle fera l'objet de reprise en cas de réalisation du risque ou lorsqu'il n'est plus susceptible de se réaliser. Le montant de la provision ainsi que son évolution et son emploi seront retracés sur l'état des provisions et dépréciations budgétaires joint au Budget et au Compte Administratif.

Compte tenu des éléments issus des litiges relatifs à une opération de marché public, il est proposé de constituer une provision pour litiges et contentieux à hauteur de 40 000 €.

Il est demandé aux membres du Conseil d'Administration d'approuver cette opération d'ordre budgétaire.